



GABRIEL MICHEL

CONSEILLER MUNICIPAL DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE
CONSEILLER COMMUNAUTAIRE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE

SUPPLÉANT : PAULO DIAS

IR
Les
Républicains

Madame, Monsieur,

Dimanche dernier, le président de la République, désavoué par le résultat des élections européennes, prononçait la dissolution de l'Assemblée nationale.

En conséquence, vous êtes appelés, les 30 juin et 07 juillet prochains, à élire le futur député de la 4e circonscription de la Marne.

Pendant 7 ans, l'action politique d'Emmanuel Macron n'a eu de cesse d'affaiblir et fracturer notre pays.

À l'heure où le trouble de la situation politique fait craindre l'inconnu, nous devons retrouver l'espérance et l'apaisement : c'est là l'objet de ma candidature.

Par son enracinement, son attachement aux valeurs qui font le socle d'une société, la droite que représentent Les Républicains se propose d'être le moteur d'une reconstruction politique.

Alors que le macronisme a favorisé l'émergence d'une France à deux vitesses, opposant les métropoles aux moyennes et petites communes, ainsi qu'aux zones rurales, l'ancrage territorial de notre parti est un gage de lucidité.

Conseiller municipal de Châlons-en-Champagne, conseiller communautaire de la Communauté d'agglomération de Châlons-en-Champagne, âgé de 25 ans, mon engagement aux Républicains a débuté il y a 7 ans.

J'ai aujourd'hui l'honneur de présenter ma candidature aux élections législatives dans la IVe circonscription de la Marne.

C'est dans un esprit de concorde et de rassemblement que je sollicite votre suffrage.

Bien sincèrement,

Gabriel MICHEL

Nos 12 propositions pour redresser la France

1. Réindustrialiser la France pour retrouver la prospérité.

Nous devons être un pays de producteurs et pas uniquement un pays de consommateurs. Il nous faut passer de 10% de notre PIB consacré à l'industrie à 15% car l'industrie crée des emplois de qualité et augmente le pouvoir d'achat. Nous avons pour objectif de relocaliser la production industrielle en France et en Europe.

2. Maîtriser l'immigration incontrôlée.

Nous voulons que les Français aient le pouvoir de choisir qui peut ou non séjourner sur notre territoire national. Nous proposons une réforme constitutionnelle pour introduire des quotas migratoires votés chaque année par le Parlement, expulser les étrangers qui présentent une menace pour l'ordre public, examiner les demandes d'asile aux frontières dans des centres fermés. Nous rétablirons le délit de séjour irrégulier. Nous voulons aussi réduire l'attractivité de notre modèle social en réformant l'aide médicale d'Etat et en conditionnant le versement des aides sociales non contributives à trois ans de séjour régulier.

3. Mettre en place une vraie politique du logement.

Nous supprimerons l'interdiction de la mise en location des passoires thermiques qui tue le marché locatif et nous protégerons les propriétaires contre les mauvais payeurs. Nous baisserons les impôts sur les revenus locatifs pour remettre des logements sur le marché. La résidence principale ne sera plus taxée à l'IFI.

4. Défendre le pouvoir d'achat grâce à la réduction des cotisations salariales et à la baisse du prix de l'énergie.

Nous voulons augmenter les salaires nets en baissant les cotisations sociales salariales. Nous baisserons les prix de l'électricité en réduisant les taxes qui financent les éoliennes dont le marché est suffisamment mûr.

5. Lancer un grand plan de construction de prisons et instaurer de courtes peines d'emprisonnement dissuasives.

Nos prisons sont surpeuplées et certains détenus jouissent d'une impunité inacceptable. C'est une double honte pour notre pays. Les magistrats hésitent à prononcer des peines d'emprisonnement en raison de cette surpopulation. Nous rétablirons les peines planchers et nous créerons de courtes peines de prison vraiment dissuasives et immédiatement applicables pour tout délit. Les amendes seront tout de suite recouvrées. Nous recruterons d'anciens militaires, policiers, inspecteurs des impôts pour réprimer rapidement les incivilités et la délinquance du quotidien.

6. Soutenir l'assimilation et lutter contre l'islamisme.

Nous supprimerons tous les financements aux associations liées de près ou de loin à l'islamisme.

7. Lutter contre la bureaucratie pour libérer les Français et soutenir nos agriculteurs et nos entreprises.

Comme le disait le Président Pompidou, il faut « arrêter d'emmerder les Français ». Nous lutterons contre les normes inutiles, françaises ou européennes.

8. Promouvoir une écologie fondée sur le progrès et respectueuse de nos traditions et de nos territoires.

Nous souhaitons développer la filière nucléaire qui est une énergie décarbonée, souveraine et à faible coût. Cette énergie a toujours été défendue par notre famille politique et reniée par François Hollande et Emmanuel Macron. Nous croyons dans l'investissement et le progrès technique pour concilier la lutte contre le changement climatique et la croissance. Nous voulons défendre nos traditions et nos modes de vie ruraux et nous faisons confiance aux acteurs de terrain pour préserver la biodiversité et la beauté de nos territoires.

9. Mettre de l'ordre dans nos comptes publics.

Nous voulons ramener le déficit public en dessous de 3% du PIB en réalisant un plan de 100 milliards d'euros d'économies, 50 milliards pour réduire le déficit et 50 milliards pour baisser les impôts et vous redonner le pouvoir d'acheter, le pouvoir de produire et le pouvoir de transmettre.

10. Corriger les dérives de notre modèle social.

Il existe aujourd'hui des abus dans notre modèle social. Nous devons réformer l'assurance-chômage et rationaliser les allocations sociales. Nous proposons aussi le retour de l'universalité des allocations familiales.

11. Baisser les droits de succession et de donation.

Chaque Français devrait avoir le droit de léguer ou de donner le produit d'une vie de travail à ses enfants et petits-enfants sans être matraqué fiscalement. Il n'y aura plus d'impôts sur les transmissions d'entreprises et d'exploitations agricoles tant que le patrimoine reste dans la famille.

12. Retrouver nos services publics essentiels.

Nous voulons revaloriser le salaire des enseignants, donner de l'autonomie aux établissements scolaires, rétablir le mérite. L'enseignement privé doit être respecté. Nous favoriserons l'installation de médecins là où il n'y en a pas. Dans les hôpitaux, nous donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie. donnerons la priorité aux soins et pas à la bureaucratie.